

AFDPZ

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Beauval 41110 SAINT AIGNAN SUR CHER
Siret : 40067132300031

**RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE CLOS le 31 décembre 2024**



COGEP
AUDIT

Manuel GRÉAU
Commissaire aux comptes

20 avenue des Droits de l'Homme
BP 82949
45029 ORLÉANS CEDEX 1
tél : 02 38 60 70 01
mgreau@cogep.fr

www.cogep.fr

ASSOCIATION FRANÇAISE DES PARCS ZOOLOGIQUES

Siège social : Lieu-dit BEAUVAL 45110 SAINT-AIGNAN

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2024

A l'assemblée générale de l'Association Française Des Parcs Zoologiques,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Française Des Parcs Zoologiques relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre entité à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à ORLEANS, le 13 mai 2025

Le Commissaire aux comptes

COGEP AUDIT

Manuel GRÉAU

Bilan Actif

	Du 01/01/2024 au 31/12/2024		Au 31/12/2023	
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	5 266	3 059	2 207	753
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL I	5 266	3 059	2 207	753
Comptes de liaison				
II				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et encours	5 018		5 018	6 489
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	9 806		9 806	
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	67 838		67 838	123 250
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	681 007		681 007	439 787
Charges constatées d'avance	6 076		6 076	6 587
TOTAL III	769 745		769 745	576 113
Frais d'émission des emprunts				
IV				
Primes de remboursement des obligations				
V				
Ecarts de conversion actif				
VI				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	775 011	3 059	771 951	576 866

Compte de résultat

	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations	294 825	284 340
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	9 806	
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	450	
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	145 695	140 054
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	35 242	22 717
Utilisations des fonds dédiés	160 831	159 301
Autres produits	67 620	89 776
TOTAL I	714 469	696 188
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	254 767	263 030
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	2 043	1 286
Salaires et traitements	118 118	112 257
Charges sociales	33 422	32 189
Dotations aux amortissements et dépréciations	628	541
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés	207 026	160 831
Autres charges		3 900
TOTAL II	616 003	574 034
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	98 466	122 154
Produits financiers		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	800	651
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	800	651
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	800	651
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	99 265	122 805

ANNEXE

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 771 951 Euros, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de : 99 109 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

PRESENTATION GENERALE

L'objet social de l'association est de mettre en réseau les établissements zoologiques fixes français et francophones, d'assurer leur représentativité devant les autorités de tutelle, ainsi que devant les organisations internationales, d'oeuvrer à leur promotion auprès des médias comme du grand public, promouvoir auprès de ses membres les principes de la Stratégie Mondiale des Zoos et des Aquariums pour la Conservation (WZACS) et du Code d'Ethique de l'Association Européenne des Zoos et Aquariums (EAZA), et d'apporter une assistance logistique aux animaux sauvages en perdition.

Comme les parcs zoologique et aquariums qui constituent l'Association, l'AFDPZ est un acteur de la conservation des espèces animales sauvages,

contribue à l'éducation citoyenne concernant la biodiversité, et de façon générale sensibilise à la protection de la nature.

En vue d'atteindre son objet social, l'association peut :

- assurer la mise en place et la maintenance d'un site internet,
- éditer les publications internes à destination du grand public (magazine, livret, bande dessinée, etc),
- contribuer à la création et la diffusion d'applications de sciences participatives,
- effectuer des campagnes de publicité et/ ou de sensibilisation,
- participer à des réunions professionnelles et/ ou techniques,
- organiser des colloques, séminaires et voyages d'études,
- mettre en oeuvre des actions de formation continue ou effectuer de la sous-traitance dans le cadre de cette formation,
- participer aux activités d'organisations nationales ou internationales dont les objectifs sont compatibles,
- créer des partenariats avec des organisations agissant de façon éthique pour la conservation des espèces sauvages et leur environnement,
- mettre en place ou participer à des programmes de conservation et/ ou de recherche,
- représenter les membres de l'association,
- mobiliser l'opinion et interpeller les élus et les pouvoirs publics sur des sujets en lien avec l'objet de l'Association,
- apporter une assistance logistique aux animaux sauvages en perdition hébergés par l'homme,
- se porter partie civile en cas d'atteinte à l'image de la profession ou d'atteinte au bien-être des animaux sauvages hébergés par l'homme.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			
TOTAL			
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers			
Matériel :			
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	3 185		2 082
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	3 185		2 082
Participations évaluées par mise en équivalence			
- Participations			
Autres :			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL			
TOTAL GENERAL	3 185		2 082
CADRE B	Diminutions		Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession	Valeur brute des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			
TOTAL			
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Gales, agencements et aménagements const.			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			
- Gales, agencements et aménagements divers			
- De transport			
Matériel :			
- De bureau et informatique, mobilier			5 266
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL			5 266
Participations évaluées par mise en équivalence			
- Participations			
Autres :			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL			
TOTAL GENERAL			5 266

Etat des créances

CREANCES	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	9 806	9 806	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	128	128	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	67 710	67 710	
Charges constatées d'avance	6 076	6 076	
TOTAL	83 719	83 719	

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

Commentaire

Variation des fonds propres 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	251 852	122 805			374 657
Excédent ou déficit de l'exercice	122 805	-122 805	99 109		99 109
Situation nette	374 657		99 109		473 766
Dotations consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	374 657		99 109		473 766

Commentaire

Charges à payer et produits à recevoir

Charge à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 222	10 059
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	14 778	15 422
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
TOTAL	31 000	25 482

Commentaire

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances clients, usagers et comptes rattachés	9 806	
Créances reçues par legs ou donations		
Autres	67 710	123 250
Valeurs mobilières de placement		
Instruments de trésorerie		
Disponibilités		
TOTAL	77 516	123 250

Commentaire

Compte de résultat par origine et destination

Produits et charges par origine et destination	31/12/2024		31/12/2023	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
Produits liés à la générosité du public				
Cotisations sans contrepartie	294 825	294 825	284 340	284 340
Dons, legs et mécénats				
Dons manuels	145 695	145 695	140 054	140 045
Legs, donations et assurance-vie				
Mécénats				
Autres produits liés à la générosité du public	113 118	113 118	90 427	90 427
TOTAL I	553 638	553 638	514 821	514 812
Produits non liés à la générosité du public				
Cotisations avec contrepartie				
Parrainage des entreprises				
Contributions financières sans contrepartie				
Autres produits non liés à la générosité du public	800			
TOTAL II	800			
Subventions et autres concours publics	III			
Reprises sur provisions et dépréciations	IV		22 717	
Utilisations des fonds dédiés antérieurs	V	160 831	160 831	159 301
TOTAL (I à V)	715 269	714 469	696 839	674 113
CHARGES PAR DESTINATIONS				
Missions sociales				
Réalisées en France				
Actions réalisées par l'organisme				
Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
Réalisées à l'étranger				
Actions réalisées par l'organisme				
Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger				
TOTAL I				
Frais de recherche de fonds				
Frais d'appel à la générosité du public				
Frais de recherche d'autres ressources				
TOTAL II				
Frais de fonctionnement	III	408 977	413 203	
Dotations aux provisions et dépréciations	IV			
Impôt sur les bénéfices	V	156		
Report en fonds dédiés de l'exercice	VI	207 026	207 026	160 831
TOTAL (I à VI)	616 159	207 026	574 034	160 831
EXCEDENT OU DEFICIT	99 110	507 443	122 805	513 282

Manuel GRÉAU
Commissaire aux comptes

20 avenue des Droits de l'Homme
BP 82949
45029 ORLÉANS CEDEX 1
tél : 02 38 60 70 01
mgreau@cogep.fr

www.cogep.fr

ASSOCIATION FRANÇAISE DES PARCS ZOOLOGIQUES

Siège social : Lieu-dit BEAUVAL 45110 SAINT-AIGNAN

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31/12/2024

A l'assemblée générale de l'Association Française Des Parcs Zoologiques,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes, mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé :

- **Bail commercial du 10/01/2024 entre la SCI TSC et l'ADFPZ ayant pour dirigeant commun Rodolphe DELORD :**

Bail conclu pour une durée de neuf années entières et consécutives qui commencent à courir à compter du 01/01/2024 et concernant le bâtiment situé 6 Rue de la Touche.

Le bail est consenti moyennant un loyer annuel de 11.400 euros.

Au terme de cette convention, votre association a pris en charge la somme de 11.400 euros au titre de l'exercice clos au 31/12/2024.

Fait à ORLEANS, le 13 mai 2025

Le Commissaire aux Comptes

COGEP AUDIT

Manuel GRÉAU

